

front **libertaire** des luttes de classes

**LES PATRONS
SE
PREPARENT**



**A ETRE
PROGRAMME
COMMUN**

Intersecteur :
(suite)

- QUARTIERS
- FEMMES
- SANTE

p 7 à 9

INSOUMISSION :

- QUEL
- SOUTIEN ?

p 14-15

INTERNATIONAL :

- IRAN
- PORTUGAL

p 6/10

33, rue des Vignoles
75020 Paris
Tél. : 370.46.86

ABONNEMENTS

FRANCE :
10 n° plis ouverts 25 F
10 n° plis fermés 51 F

ÉTRANGER :
10 n° plis ouverts 30 F
10 n° plis fermés 60 F

DIFFUSION :
5 ex. pendant 10 n° 110 F
10 ex. pendant 10 n° 220 F

Pour tout changement d'adresse
joindre 1,50 F en timbres

C.C.P. FRONT LIBERTAIRE
33 907 40 La Source C

PERMANENCE tous les jours
33, rue des Vignoles 75020 Paris

région nord : même adresse

Région sud : GERMINAL

19, rue des Suisses 13200 ARLES

— État des souscriptions :

Surpris par notre bi-mensualité, nous nous sommes aperçu que nous avons oublié de faire l'état des souscriptions!!!

Ce sera pour la prochaine fois, on y pensera!

Toutes personnes intéressées pour descendre à Grenoble le 7 janvier 1977, afin de soutenir Béatrice, membre du GRATPP (Groupe de Résistance Active aux Transports Publics Payants), condamnée à 2 mois de prison ferme pour un trajet SNCF, peuvent prendre contact avec le GRATPP : 12, rue Lemerrier 75017 Paris — Métro : Place Clichy. Permanence entre 10 et 12 h.

**JE REFUSE DE PAYER
LES TRANSPORTS!**



édito

*Les sabres, les goupillons,
les faucilles, les marteaux,
toutes la quincaillerie à
la ferraille.*

Le jeu politique français, la politique des salons parlementaires, des couloirs de congrès est aujourd'hui dans la pagaille la plus totale. C'est la débandade côté gouvernement ; c'est l'apparition du rassemblement Chirac, des nostalgiques d'une France unie, grande et forte, c'est l'absence d'une gauche face à la grande rigolade qu'est le gouvernement GISCARD-BARRE ; c'est les instituts de sondage qui déraillent, c'est les syndicats qui ne savent plus quoi faire pour nous démobiliser et pour épurer les éléments radicaux...

Mais c'est aussi l'isolement chez nous.

Du côté du tandem Giscard-Chirac, le tour de passe-passe qui consiste à présenter un sauveur de droite musclé face au libéra-

lisme - qui vend la France aux marxistes-atheés, le tour de passe-passe, donc, est en train de réussir. Ça sent la peste brune à plein nez leur histoire. Giscard le fallot, le pauvre type, le minable, la grosse nouille qui voulait se faire plus grosse que le bœuf, face à Chirac le dur, Chirac le sauveur.

Mais que l'on ne s'y trompe pas ; même si les rivalités existent dans la bourgeoisie, ce pseudo-duel n'est qu'une opération destinée à récupérer les couches moyennes « petites-bourgeoises » (artisans, commerçants, petits patrons, etc.) et qui ont autant la trouille de la crise que du collectivisme.

En fait, c'est la réédition de la classique droite musclée face au chaos. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que de l'aveu de l'UDR elle-même 15 % de ses effectifs proviennent de l'extrême-droite, de l'armée, de la police, les nervis fascistes, une droite musclée et une fraction de l'église. Tout le monde est là.

En face ? Pas grand chose. Le tandem Mitterrand-Marchais mise tout sur les élections. On fait dans le mouvement sage, et pendant ce temps on démobilise à tours de bras. On exclut des syndicats les éléments gênants, ce sont les camarades de l'IMRO qui, après avoir passé 25 ans à la CGT, se trouvent exclus, ce sont les camarades qui, au sein de la CFDT croyaient pouvoir mener leur action révolutionnaire. Les bureaucrates

CFDT tombent le masque et Edmond Maire qui, à une époque n'hésitait pas à nous faire croire qu'il était l'héritier des thèses libertaires et anti-autoritaires, Maire et sa clique qui se sont servis des éléments les plus dynamiques (ces basistes) pour développer la CFDT, voudraient les jeter aujourd'hui comme des citrons pressés et qui embarrassent parce qu'ils collent aux mains.

Aujourd'hui, l'ennemi, c'est tout ce qui ne favorise pas, tout ce qui tente d'enrayer l'incroyable montée des aspirations populaires. C'est la gauche et la droite avec leurs jeux de scène, le grand-guignol parlementaire.

Aujourd'hui, l'anti-parlementarisme redevient un des grands mots d'ordre, avec l'autonomie, l'autogestion, la lutte contre la hiérarchie.

L'heure n'est plus aux discussions, au sectarisme des groupuscules qui tentent de placer leurs billes dans les tentatives de regroupement autonome des travailleurs. Ces gauchistes néo-léninistes, pâles reflets du PCF, qui bavent d'envie et de complexes devant cet appareil à broyer les luttes, ces minables de la bureaucratie qui font joujou avec les luttes des travailleurs. Qu'ils s'en

aperçoivent vite, la classe ouvrière n'a pas besoin de sauveur suprême, elle ne peut et ne doit aujourd'hui peut-être plus que jamais, ne compter que sur ses propres forces. Il est grand temps que le vaste mouvement autonome et anti-autoritaire se réveille et fasse entendre sa voix, qu'il jette toutes les vieilleries réformistes et gauchistes à la poubelle avec les vieilleries bourgeoises.

Nous ne sommes pas des « activistes », « irresponsables », des « aventuristes ». Les « aventuristes », les « irresponsables », ce sont ceux qui essaient d'entraîner la classe ouvrière dans leur église et qui préparent ainsi le terrain à la démobilisation face à une menace réactionnaire qui ne peut que se développer. Nous ne représentons qu'un noyau, qu'un embryon parmi tant d'autres, qu'une tentative de regroupement autonome, mais nous sommes bien décidés à tout faire pour vaincre les divisions du mouvement.

la Solidarité passe aussi
par le soutien financier.

**ABONNEZ-VOUS
SUSCRIVEZ !**

LE CENS DE L'HUMOUR CHEZ LES M.L.



Sochaux

embrouilles' blues

L'information que nous avons fait passer dans le F.L. 56 sur les questions que les camarades du groupe autonome ouvrier de Peugeot-Sochaux posaient à la CGT et la CFDT fait un foin terrible dans la région.

Voici le bref récapitulatif des événements :

1. Le GAO (Groupe Autonome Ouvrier) envoie, le 15.10.76, une lettre aux militants CGT/CFDT de Sochaux au sujet de l'argent que la CGT Sochaux a « oublié » de rendre aux grévistes de Sochaux-Baulieu (cycles). Le même jour, l'ASF de Giromagny (Association populaire familiale) envoie aux militants CFDT de Peugeot-Sochaux une lettre posant les mêmes problèmes. Cette lettre fut lue en réunion de militants CFDT.

2. Suite à ces lettres, la CGT/CFDT (Sochaux et Baulieu) décident un black-out de l'information et déclare les fameuses lettres inexistantes, bien que des réunions spéciales aient eu lieu sur ce thème à l'intérieur de ces deux syndicats. Les discussions les plus virulentes eurent lieu à la CFDT où les partisans de l'unité à tout prix et les militants honnêtes se sont crépés le chignon.

3. Devant l'ampleur de l'affaire, la CGT décide une information qui lui est coutumière.

4. L'ASF de Belfort (contrôlée par le PS), saisie par les militants du PC et du PS, attaque violemment l'ASF de Giromagny. L'intervention de l'ASF-Belfort s'explique par la proximité des élections municipales.

5. L'ASF de Giromagny, après avoir envoyé une lettre aux travailleurs, décide, avant de se faire exclure, de quitter les ASF et de former l'Association Populaire Autonome de Giromagny : LA SOCIALE.

Voilà le bref résumé des événements.

Bien sûr, cette situation n'est pas isolée. Actuellement, les militants révolutionnaires sont attaqués de partout par le PC/CGT et par le PS/CFDT « banalisée ». Cette action, pourtant anodine puisque ce n'était qu'une demande d'information au départ, montre comment les socialistes et autres communistes considèrent la démocratie et le contrôle ouvrier. C'est facile de faire des quêtes pour renflouer ses caisses. Il est évident que dans ce cas, on peut soutenir n'importe quelle lutte des travailleurs.

Le mérite de cette action, c'est qu'elle montre que la liaison entre l'usine (GAO) et le quartier (ASF) est possible. Sur le quartier les divisions de l'usine ont tendance à disparaître et la confrontation des idées peut se faire correctement.

Au fait, pour unifier la classe ouvrière, la CGT a annoncé par un tract, qu'elle allait tenter un procès en diffamation. C'était en octobre. A ce jour, la CGT n'a pas déposé de plainte. Quand on se sent morveux...

L'affaire prenant une ampleur continue, la section CGT de l'ALSTHOM-Belfort a cru bien d'informer ses militants sur la situation financière de la CGT SOCHAUX Automobiles. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que cette section CGT, prenant peut-être ses renseignements à l'Union Départementale CGT, déclare que la section CGT de Peugeot n'a pas gardé l'argent, mais que par contre la CFDT aurait, elle, détourné de l'argent. Parfait pour noyer le poisson. Il faut dire qu'il y a un certain flottement dans la base de la CGT, et ce, dans toute la région. En effet, aucun compte rendu public des comptes de la CGT n'a été fait. (Ce n'est peut-être pas la première fois qu'une affaire comme celle-ci se passe, mais c'est la première fois qu'elle est dévoilée).

Deuxième petite information : Les ASF des régions de Belfort, Montbéliard, Audincourt, Bethancourt, etc. ne foutent rien. Une preuve, les adhérents. L'ASF de Théthancourt (12.000 habitants) compte cinq adhérents (ou six), l'ex-ASF de Giromagny (3267 habitants) compte 150 adhérents.

La chasse aux sorcières a commencé. Des menaces de mort ont été lancées par des militants du PC envers le président de l'ex-ASF de Giromagny. Le PS, lui qui n'aime pas l'action, fait courir le bruit que c'est un flic.

Voilà là un exemple de la solidarité vue par le PC et le PS.

Extraits des tracts :

Tract du Groupe Autonome Ouvrier de Peugeot-Sochaux, du 15.10.76 :

Nous avons appris de différentes sources, par des camarades de Baulieu et des camarades de Sochaux ayant assisté à la dernière A.G. de la CFDT, qu'une CERTAINE SOMME D'ARGENT évaluée à 5.000 F, fruit d'une collecte aux portières de SOCHAUX, AU PROFIT DES GRÉVISTES DE BEAULIEU, N'A TOUJOURS PAS ÉTÉ VERSÉE A LA CAISSE DE GREVE DE BEAULIEU.

Réponse de la CGT :

C'est donc Peugeot qui doit payer la grève et non les travailleurs, ni les organisations syndicales.

Autres réponses de la CGT qui, pour défendre son bout de gras, n'hésite pas à faire l'amalgame (le 27.10.76) :

A Sochaux, la CFDT ne cesse d'accuser la CGT de détournement de fonds au CE.

Correspondant Belfort

VITE FAIT SUR LE ZING

militants du P.S.U. entre voter les motions de congrès et scissionner que beaucoup de militants ne franchirent pas.

Mauvaise opération donc ! A la recherche constante d'une base de masse, la GOP pratiqua une stricte politique léniniste : se mettre au diapason des masses en impulsant des mots d'ordre radicaux, tout en tâchant de construire le parti.

Envers Révolution I, la GOP pratiqua parallèlement l'opportunisme léniniste, à savoir minimiser les divergences, trouver les points d'accord idéologiques pour obtenir un but tactique immédiat : le renforcement de l'organisation (quitte à reposer le problème de la ligne plus tard).

Les dirigeants de Révolution I n'y ont rien vu et leur 800 militants s'y sont laissés

prendre car leur léninisme est nettement plus idéologique que pratique. La fusion bénéficie essentiellement de la GOP, car celle-ci n'avait pas (loin de là) les 500 militants qu'elle revendique. Ce chiffre est le résultat de tractations pour permettre une composition des instances dirigeantes de la nouvelle organisation pas trop défavorable à la COP 95/13), alors que le chiffre de 200 militants est bien plus proche de la réalité. Mais par la dynamique ainsi engendrée, tout le monde espère atteindre les 1.300 militants officiellement proclamés dans peu de temps (c'est en cela que la GOP est gagnante), qui donneront plus de poids aux 2.800 militants de la LCR. Grand bien leur fasse, mais ces grenouillages nous laissent quand même sceptiques et rêveurs.

Ça y est : la G.O.P. et l'organisation communiste Révolution I, fusionnent.

Comment interpréter cette opération dans une extrême-gauche qui a plus l'habitude des scissions et des exclusions que des fusions ? Avant tout par la volonté des dirigeants de la G.O.P. de sortir de leur état groupusculaire par tous les moyens. C'est ce qui ressort de notre expérience militante épisodique avec eux. Sortie du P.S.U. (organisation confortable par son aspect numérique), la G.O.P. fit alors une très mauvaise affaire, car il y a un pas à franchir pour les

VIOL

LE VIOL, PRODUIT DU CAPITALISME

Nous trouvons déplorable que de soi-disants militants révolutionnaires ou nanas ayant pris conscience de leurs problèmes, réclament les Assises ou la Correctionnelle pour les violeurs (pas n'importe lesquels, bien sûr).

Les patrons et les chefs qui nous déshabillent du regard ; le travail aliénant qui use notre corps et notre esprit ; les publicités mensongères où l'on affiche le corps des nanas à poil pour servir d'appât, cela aussi est du viol. Mais on n'en parle pas et c'est bien regrettable car, intégré dans la vie de tous les jours, il est plus subtil, donc plus dangereux.

QUI ONT LES VIOLEURS QUI SE SERVENT DE LEUR SEXE POUR NOUS BLESSER ET POURQUOI ?

C'est évident que nous n'allons pas trouver les bourgeois, les cadres, les bons chrétiens à bonne éducation. Car, s'ils ont des problèmes de cul, ils ont aussi les moyens d'aller s'offrir, dans les beaux quartiers, les putes de luxe ou de se réunir pour des partouzes avec des gens de bonne compagnie, ou d'avoir une maîtresse.

Non. On trouvera des travailleurs immigrés, des prolétaires et autres « pauvres types ».

Oui. Ce sont des violeurs. Mais il est vrai aussi que le viol a été engendré par le système capitaliste qui véhicule la censure, les tabous, la répression sur le sexe, et qui

prône le mariage pour régulariser les relations sexuelles.

Devons-nous nier qui ils sont et ce qu'ils vivent ?

Mariés, ayant des relations à la pépère, à la recherche du grand frisson, célibataires (n'ayant pas choisi), immigrés (qui veut d'un Arabe, d'un Turc, d'un Yougoslave ?). Pour tous, c'est le travail salarié : cadences, huit heures ou plus de gestes répétitifs, la course à la grimpe sociale, le temps passé dans les transports, etc. ; comment voulez-vous qu'ils aient une véritable vie sexuelle ? Le système capitaliste ne leur en laisse pas le temps. Après huit ou neuf heures de travail, il faut rentrer au foyer où l'on va trouver une femme fatiguée par le ménage, les gosses, ou au pire par la double journée de travail, où il n'y a pas de place pour la tendresse, pour la vie sexuelle tout simplement, d'autant plus que le plaisir dans la sexualité a toujours été nié pour les femmes.

Ne pas oublier les mass media (télé, presse à sensation) qui favorisent, par la projection, l'utilisation par l'homme de son sexe comme instrument de pouvoir sur la femme.

Alors, les copines, il serait bon d'analyser les facteurs qui poussent au viol, plutôt que de demander les Assises ou la Correctionnelle pour les violeurs.

Il ne faudrait pas oublier que la justice est une des institutions qui permettent au système capitaliste de se maintenir en place et donc une justice de classe.

Nous sommes nous aussi des nanas, et les violeurs nous donnent envie de dégueuler. Nous ne tenons pas à les excuser, mais seulement à comprendre pourquoi des hommes en arrivent à se comporter comme des bêtes féroces.

Si, face à un violeur, nous avons une réaction violente, c'est légitime. Cependant, il serait bon d'arriver à prendre un peu de recul et à chercher des moyens de défense qui nous soient propres (apprendre à se battre), des moyens d'informer et d'ouvrir un débat avec les femmes et les hommes (réunions de quartiers, à travers les luttes sur les lieux de travail, théâtre de rue, etc.).

Assez de se comporter en victimes, les hommes aussi sont des victimes. Comme nous, on les a façonnés par l'éducation bourgeoise : nous, les femmes, à être des objets soumis, eux, les hommes, à être des mâles virils et puissants.

Alors, prenons notre lutte en mains sans avoir besoin de passer par la justice bourgeoise, pour enfin sortir des schémas traditionnels voués à l'échec, comme le sont toutes les luttes qui passent par la légalité.

Faire appel à la justice, c'est une façon d'accepter et de reconnaître le système capitaliste.

POUR NOUS, LA LUTTE DES FEMMES EST NÉCESSAIREMENT UNE LUTTE ANTICAPITALISTE.

ON NE SUPPRIME PAS LE VIOL PAR LES ASSISES.

coordination libertaire lycéenne

L'année dernière un essai de coordination libertaire lycéenne et collégienne avait été tenté. Face au problème de l'école et de la main-mise des orgas sur les luttes lycéennes, que pouvons-nous faire en tant que libertaires ? Les luttes des années précédentes (Haby, Fontanet, etc..) se sont limitées à un simple refus des réformes du moment, et n'ont pas débouché sur une réelle remise en question de la nature de l'école et de son rôle dans la société. Contre cela nous devons par exemple tenter d'ouvrir l'école aux réalités sociales ;
- contacts avec les travailleurs du quartier qui ne soient pas de simples actes formels
- impulser à la base des débats vers une analyse profon-

de du rôle de l'école et de ce qui l'entoure (famille, armée, sexualité, travail, culture ambiante...).

-d'autre part, qu'en a-t-il été de la soi-disante démocratie du mouvement, en fait magouillé par les organisations (délégués élus sans mandats, coordinations n'étant que la discussion des motions des orgas proposées par leurs militants) ? Pour une réelle démocratie à la base, nous devons imposer par exemple des délégués élus en A.G. et mandatés, révocables à tout moment, éligibles une seule fois, coordinations qui ne soient pas du parlementarisme mais une réelle confrontation des expériences de lutte ou des propositions à la base.
-coordinations locales par quartier etc....

Ces propositions ne sont qu'une partie de celles que nous proposons de faire en tant que libertaires et ne sont pas strictes et nécessitent des débats, des mises au point et doivent appeler d'autres propositions.

NOUS APPELONS A UNE REUNION DE LA COORDINATION LIBERTAIRE LYCEENNE ET COLEGIENNE LE SAMEDI 8 JANVIER A 14 H

33 rue des Vignoles Paris XX° M° Avron ou Buzenval

Pour tous contacts : écrire à la même adresse en spécifiant **COORDINATION LIBERTAIRE LYCEENNE**

Des lycéens libertaires de : Paul Valery, Decour, Condorcet, Balzac, Claude Bernard.

l'affiche qui démoralise les sociaux-démocrates

Comme ton PATRON



« Cette affiche, placardée sur les murs de Paris en octobre dernier, a fait froid dans le dos au PS et à la CFDT. Le sigle CFDT et la mention « imprimerie spéciale, 26, rue Montholon (siège de la CFDT) ont lancé les Rouletabilles de la confédération à la recherche des dangereux « anarchistes » coupables d'un tel détournement de signature. Ils en ont trouvé un paquet non encore placardé dans les poubelles de l'Union locale 8-9ème de Paris, une Union locale réputée pour être animée par des gauchistes et des

libertaires. Aussitôt le bureau de l'UD de Paris décidait la dissolution du bureau et du conseil de l'UL » (Libération du 29 novembre 1976). Provocation ? Allons donc, RÉALISME plutôt ! (voir l'article dans ce numéro : « Le PS à la conquête des patrons »).

Et puis, souvenons-nous des déclarations de patrons du secteur privé en mai 1974, alors que la campagne présidentielle battait son plein :

« Élire Giscard, c'est se préparer des lendemains difficiles dans les entreprises. Pour la simple raison que tout notre système de relations sociales, fondé sur les vieux comités d'entreprises et les délégués syndicaux est à bout de souffle. Les rapports entre chefs d'entreprises et salariés sont ambigus, souterrains. Aucun dialogue riche n'est possible. L'entrée de Mitterrand à l'Élysée peut apporter cette simplification, cette clarification des rapports sociaux dont nos entreprises ont besoin ». Michel Guilloud, PDG d'une filiale de groupe pétrolier.

A la question posée par « Le Nouvel Observateur » (n° 496 - mai 1974) : « Votez-vous Mitterrand ? », trois patrons répondent :

« - Oui, parce que j'ai surmonté mes réserves. Je fais confiance à la jeunesse et à l'imagination. Et je crois qu'il vaut mieux que les communistes arrivent au pouvoir. aujourd'hui, dans la foulée d'un Parti so-

cialiste fort et calme qui saura contrebalancer leur influence, plutôt que demain, dans le désordre de la crise ». (Jacques ROBIN, Directeur général de Société. *)

« - N'est-ce pas, ce qu'il faut dire, c'est qu'on ne redressera pas la situation économique de la France sans un plan d'austérité. Et qu'on ne fera pas d'austérité sans une large adhésion populaire. Or la gauche est la seule à pouvoir obtenir une telle adhésion. Rappelez-vous ce qui s'est passé au lendemain de la guerre : la France était en piteux état. Mais tous les Français ont adhéré au programme du Conseil national de la Résistance. Et la France s'est reconstruite. Souvenez-vous de Thorez appelant les mineurs et les cheminots à retrousser leurs manches ». (Louis KALUSZYNER), Directeur général d'une société de distribution de produits de loisirs et de culture.

« - Venant de Giscard, je n'ai entendu que des appels à la bonne volonté. Tandis que François Mitterrand, lui, a un vrai programme économique. Avec des échéances précises. Je l'ai lu. C'est un travail élaboré, moderne, rigoureux. Je suis prêt à déclarer que je voterai pour Mitterrand » (Henri MULSANT), PDG d'une entreprise de matériel de manutention.

Alors ? Est-ce qu'on va encore longtemps encore porter ces mecs-là sur nos épaules ?

Il faut en finir avec la légende de la gauche au pouvoir !

en bref

St.Brieuc

A L'ÉCOLE NORMALE DE SAINT-BRIEUC

Le lundi 6 et le mardi 7 décembre, les normaliens de Saint-Brieuc ont débrayé et se sont réunis en commissions afin d'étudier ce que pourrait être leur formation, ne voulant pas de l'enseignement dogmatique actuellement dispensé. La journée de jeudi 9 fut consacrée à une concertation avec l'administration et les profs. Le résultat fut... nul. Il faut souligner que l'origine du mouvement n'était pas due à un syndicat, mais bien à une prise de conscience de la majorité des normaliens ; d'ailleurs, la sous-section SNI, de tendance communiste, s'est bien détachée de l'action.



« La revue écologique et libertaire BARABAJAGAL vient d'éditer un auto-collant « BOMBES A GOGO, BOULES A ZÉRO, NON ! » Cet auto-collant est envoyé GRATUITEMENT contre une enveloppe timbrée à votre adresse. Bien sûr, tout soutien en timbres est le bienvenu. PRIX TRES INTÉRESSANT POUR LES GROSSES QUANTITÉS. - Adresse : BARABAJAGAL, 03250 LE MAYET DE MONTAGNE ».

Publications ORA (prononcez OCL) actuellement disponibles :

Dans la série des documents Rouge et Noir :

- Doc R&N 1: Guerre de Classes en Espagne, de Berneri;..... 3Fr
- Doc R&N 2: Abrégé du Kapital de Karl Marx par Caffiero (2 tomes);...14Fr
- Doc R&N 3: Anarchisme et Marxisme, de Guérin;..... 2Fr
- Doc R&N 5: L'insurrection de Kronstadt la Rouge;..... 6Fr
- Doc R&N 6: Les communistes libertaires russes et l'organisation; ... 2Fr
- Doc R&N 7: Portugal de l'anti-fascisme à l'affrontement de classes;..... 3Fr

Dans la série "Documents" :

- Doc 5: Plateforme d'Archinov;..... 3Fr50
- Doc12: L'O.R.A. de 67 à 74;..... 3Fr
- Doc13: Portugal;..... 4Fr
- Doc Hors Série: Radiographie du Tour de France;..... 2Fr

IRAN: quel soutien ?

EN FRANCE, ON N'A PAS DE PÉTROLE, MAIS ON VOUS VEND PAS CHER POUR EN AVOIR

Cette phrase, tenue par les policiers français à certains étudiants iraniens arrêtés, expose crûment les vrais mobiles de la répression actuelle contre les opposants au régime fasciste du Chah. Mais avant d'y revenir, rappelons les faits :

Aussitôt après l'attentat (revendiqué par les Brigades internationales) du 2 novembre 1976 à Paris contre Keykavoussi, l'agent en France de la Savak (la gestapo iranienne), l'appareil policier français a frappé le mouvement iranien en France. Dix étudiants résidant à Paris furent arrêtés à l'aube. Quatre furent expulsés, alors qu'ils font partie des principaux témoins à décharge : N. Oskoui et M.R. Takbiri furent inculpés d'homicide volontaire et incarcérés. Cela malgré les dépositions contradictoires et floues d'un flic témoin de l'attentat et le manque évident de preuves du « délit ». Le 8 novembre, trois étudiants iraniens résidant à Grenoble sont arrêtés et subissent de longs interrogatoires. Depuis cela, une vaste campagne d'investigations se développe encore dans d'autres villes de France, en particulier à Strasbourg.

Depuis le 19 novembre 1976, une grève de la faim illimitée a été entamée par une trentaine d'étudiants iraniens français et étrangers. Cela, pour protester contre la vague de répression et pour faire aboutir les revendications suivantes :

- libération des deux camarades emprisonnés
- retour en France des quatre expulsés
- arrêt immédiat des poursuites.

De plus, le travail de dénonciation et d'explication de la collusion entre la France et l'Iran (commencé auparavant lors d'un meeting) prend une ampleur et un impact nouveau. Un rassemblement de 150 personnes devant le palais de justice de Grenoble, avec enchaînement symbolique, sketch sur la répression en Iran, conférence de presse, intervention de soutien de la mairie de Grenoble et de la CFDT, entre autres, ont eu lieu le 24 novembre. Une manifestation a eu lieu le 3 décembre, soutenue et appelée par presque toutes les organisations politiques et syndicales françaises et étrangères (étudiantes).

Cela dit, ouvrons une petite parenthèse à propos du soutien. Bien avant le début de la grève de la faim, un comité de soutien s'était créé, regroupant une grande partie

atermolements du comité, sous l'impulsion de leurs camarades de Strasbourg aussi — et comme les jours passaient — la grève de la faim fut décidée par une seule UEIF. Peut-être insuffisamment préparée, décision prise d'une manière un peu brutale, putchiste, affirmèrent alors une grande partie du comité de soutien, qui ne resta pas organiquement lié avec les grévistes. Il existait alors ce comité de soutien, plus un comité de soutien aux grévistes de la faim de l'UEIF (soutenu par des inorganisés, des libertaires, quelques organisations françaises d'étudiants étrangers). Chacun des deux groupes développa des actions (efficaces et « correctes » d'ailleurs), peu coordonnées au début, puis progressivement le regroupement s'est opéré, non sans mal, le 29 novembre, lors de la réunion pour l'élaboration pratique de la manifestation du 3 décembre. Le comité de soutien s'est auto-dissout, ses membres ont adhéré individuellement à un collectif de soutien. Mais l'important dans tout cela, et qui, bien qu'évident et présent dans toutes les réunions n'a jamais été discuté, c'est l'opposition entre deux conceptions du comité de soutien :

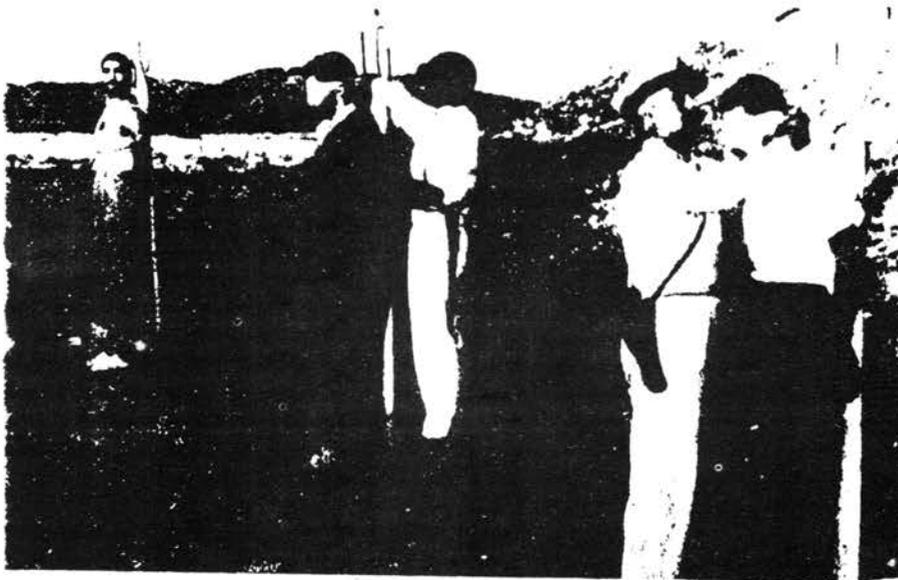
- celle pour qui, constitué d'individus actifs apportant un soutien matériel et politique militant, il respecte l'action autonome des Iraniens, car d'accord avec les bases et les objectifs sur lesquels se déroule la lutte. Des débats pouvant d'ailleurs avoir lieu ainsi que des propositions pouvant être émises pendant le déroulement de la lutte, sans pour cela viser à la récupérer ou à l'orienter dans la direction de sa propre ligne politique d'organisation. Si certaines organisations veulent intervenir publiquement à propos de cette lutte, qu'elles le fassent d'une manière autonome, n'engageant qu'elles seules ;

- celle pour qui il n'est qu'un cartel d'organisations cherchant — consciemment ou non — de par cette structuration — à faire passer une certaine ligne politique visant à influencer sur l'action des Iraniens. Dans ce cas, la lutte autonome de ceux-ci n'est pas respectée, les bases et les objectifs de la lutte n'étant pas considérés comme références principales de l'action, mais comme une vague condition d'adhésion à un « parlement » qui permet à chacun son petit travail politicien. Mais pour finir, rappelons les motivations économique-politiques qui sont les raisons profondes de la répression actuelle.

Un cadeau du Chah

Giscard-Ponia montrent ainsi leur reconnaissance et entretiennent l'amitié avec leurs collègues de Téhéran. La coopération policière des deux pays n'est pas seulement un

(suite p. 10)



Face à cela, quelle riposte ?

Dans le monde entier, des actions et des manifestations de soutien ont lieu, principalement en Allemagne, en Italie, en Suède et aux U.S.A. En France-même, un vaste mouvement de solidarité se développe progressivement. Sur deux villes, surtout à cause de la forte implantation d'étudiants iraniens membres de la C.I.S.N.U., la lutte est très active : Strasbourg et Grenoble. C'est de cette dernière ville que nous allons plus précisément parler.

de l'extrême-gauche française, plus des organisations d'étudiants étrangers. Très rapidement, le projet de grève de la faim vint à l'ordre du jour. Mais, vu la division des étudiants iraniens entre deux UEIF (l'une d'entre elles n'était pas d'accord pour entamer une grève de la faim — avec l'autre organisation ?), que des divergences politiques énormes existaient à l'intérieur du comité de soutien, que les conceptions sur la nature et le rôle de celles-ci divergeaient, de nombreux jours, précieux pour l'efficacité de la riposte, ont été perdus. Alors, devant les

INTER-SECTEURS (voir F.L.58)



Au cours de la rencontre inter-secteurs du 1er novembre dans le cadre des commissions anti-institutionnelles, s'est posé le problème spécifique des femmes dans l'organisation et, immédiatement, la mixité ou non de la commission.

Il a été finalement adopté que le groupe serait uniquement composé de femmes en fonction des expériences mixtes et non-mixtes précédentes, dans différents groupes à l'extérieur de l'organisation, et qui ont montré que l'initiative devait rester à celles-ci, tout en tenant compte du risque d'enfermement déjà expérimenté.

La commission a décidé une coordination, régionale puis nationale, ouvertes largement aux femmes anti-autoritaires, en vue d'un échange de réflexions, de pratiques et d'analyses, et de lancer le débat dans l'organisation, ce qui n'a jamais été fait. C'est pourquoi nous attendons une prise en charge

réellement collective, donc une participation active et importante des femmes.

Le bulletin de liaison pris en charge par le groupe de Nîmes doit permettre de clarifier nos positions par rapport à l'ensemble du mouvement des femmes, notre place dans la lutte des classes, et déterminer notre apparition sur tous les fronts de lutte : entreprise, quartier, école, etc.

Le peu de temps réservé à la commission femmes incluse dans les fronts institutionnels (à réfléchir) n'a permis de soulever que quelques points sans toutefois avoir de réel débat : rapport de pouvoir au sein de groupes mixtes ou non, rapport de couple, choix d'un enfant, nouvelle esthétique, homosexualité, viol, auto-défense, prostitution, etc.

Pour toute réponse : Fernand LÉGER
CJ - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris.

commission santé

COMPTE RENDU DE LA COMMISSION SANTÉ/ÉCOLOGIE

1. La santé dans le système capitaliste

a) Fonction :

Le système capitaliste crée la maladie (environnement, conditions de vie, de travail...). La médecine ne l'appréhende pas dans son contexte global, mais au contraire elle la localise au maximum. L'individu malade est considéré comme un cas, jamais comme la victoire d'un système. L'hôpital est un service de réparation : on répare la machine humaine, on l'entretien de manière à ce qu'elle puisse reprendre sa place dans la production. Ainsi, on maintient et on reproduit la force de travail.

En même temps, la médecine est un instrument de rentabilisation, de profit (industrie du médicament, technologie avancée, médecine de prestige — greffes — tout en maintenant une certaine misère dans les soins de tous les jours : opérations de routine bâclées...). En fait, on « bichonne » beaucoup plus la machine (qui rapporte) que le malade.

Enfin, la santé a un rôle idéologique important, en particulier à travers ses branches psychiatriques etc. Il s'agit d'isoler les « déviants » pour les réadapter aux normes du système.

b) Structuration :

Pour répondre à ces buts, la médecine se donne une structuration qui se caractérise par une spécialisation et une hiérarchisation poussées à l'extrême. Le caractère de classe de la médecine est évident (étudiants issus

du milieu bourgeois, sauvegarde du privilège, conditionnement idéologique à l'intérieur des institutions — écoles d'infirmières, etc.). Là encore le pouvoir est lié au savoir.

2. Notre rôle

Face aux analyses qui précèdent, il apparaît important pour nous de définir des axes pratiques.

Il s'agit avant tout de désacraliser la médecine : le milieu médical apparaît comme inattaquable, comme détenteur du droit divin. C'est un milieu qui s'accroche fermement à ses privilèges de classe. Comment agir ?

Une grève dans un hôpital fait l'objet de chantage : on met en cause la conscience professionnelle du personnel. On se heurte directement à l'administration. Si le service d'admission se mettait en grève, tous les services seraient bloqués. La grève administrative peut être une arme efficace : les malades sont dirigés directement vers les services sans passer par l'admission, ce qui entraîne la gratuité des soins. La grève autogestionnaire, même de courte durée, peut provoquer un début de prise en charge par le personnel du fonctionnement de l'hôpital et une transformation des relations avec les malades (voir à titre d'exemple les luttes menées en Espagne — *Front Libertaire n° 58* —).

Plus largement, il faut favoriser la prise en charge collective des problèmes de la Santé en mettant en place des structures de liaison au niveau :

- des hôpitaux (entre personnel soignant et soignés)
- des entreprises (comités hygiène et sécurité/ensemble des travailleurs)

- des Unions locales (travailleurs des entreprises, travailleurs sociaux, para-médicaux...)
- la structure la plus large serait les groupes de quartier qui peuvent permettre la liaison entre tous les travailleurs concernés par la Santé dans leurs lieux de travail comme dans l'ensemble de leur vie quotidienne. Ces structures peuvent également favoriser la prévention collective de la maladie (prise de conscience des problèmes de l'environnement, rythme de vie, consommation, conditions de travail, transports).

Parallèlement, une coordination des groupes agissant au niveau local et régional est nécessaire pour échanger les informations, confronter les différentes formes de lutte et développer des axes communs.

Le rôle des militants de l'OCL devrait être d'impulser, de favoriser au maximum les coordinations locales, régionales puis nationales entre les collectifs de quartier, de malades, de personnel soignant et toutes les autres structures se préoccupant des problèmes de la santé.

D'ores et déjà, la mise en place de structures de coordination et de centralisation sur les problèmes de la santé est à l'ordre du jour au sein de l'OCL. Ces structures, outre leur rôle de globalisation des pratiques, pourraient permettre une prise de position cohérente de l'organisation sur ces problèmes. (édition de brochures, etc.).

Voilà, à la vôtre !!

PS — Pratiquement, les camarades de Grenoble se chargeront de centraliser toutes les informations touchant aux problèmes évoqués ci-dessus.

1. HISTORIQUE : INTERVENTION DU CAPITALISME EN DEHORS DE LA PRODUCTION

Pour assurer la poursuite de son développement, le capitalisme ne peut plus se contenter de conquérir des marchés existants, mais a besoin de créer et de planifier de nouveaux marchés en particulier dans les couches laborieuses des pays capitalistes avancés. Ceci entraîne un aménagement du territoire.

Ceci s'est traduit par une intervention toujours plus massive du capitalisme dans tous les aspects de la vie quotidienne extérieurs à la production :

- consommation
- distribution
- loisirs
- logements
- sommeil
- famille (rapports)
- urbanisme
- transport.

Cet aménagement du territoire s'est caractérisé par des concentrations de population considérables permettant la concentration de marchés de consommation et de main d'œuvre proportionnée aux besoins du capital, ce phénomène s'accompagnant nécessairement de la désertification des campagnes.

Les concentrations urbaines ont vu deux phénomènes associés se produire :

- la rénovation des centres urbains popularisés destinés à de nouvelles fonctions de tourisme, de commerce, d'administration et d'habitat des couches aisées ;
- la création des grands ensembles (ZUP, cités nouvelles) regroupant l'ensemble des couches populaires à la périphérie des villes et la tension des fonctions : centre commercial, zone industrielle, clapiers.

En fait, le capitalisme planifie l'ensemble de la vie, il développe l'isolement, la sérialisation, l'ennui, etc.

2. ATTITUDE DES RÉFORMISTES

Elle se résume à l'acceptation du processus de réaménagement en fonction des intérêts électoraux, de la constitution de bastions électoraux. Ils cherchent à sectoriser les problèmes pour empêcher la globalisation des luttes.

« La gauche, c'est la nationalisation de la société concentrationnaire ».

Le projet réformiste ne se différencie pas dans ses bases, du projet capitaliste ; il suffit de voir l'action des réformistes :

- soit lorsqu'ils détiennent les pouvoirs locaux : intervention dans le plan de réaménagement,
- soit en tant que spécialiste : urbanistes, sociologues, etc., adhérents au courant réformiste, qui en sont les agents,

- soit en tant que dirigeants des associations locales dirigées par les partis réformistes, qui se présentent comme des spécialistes (conseillers juridiques, etc.).

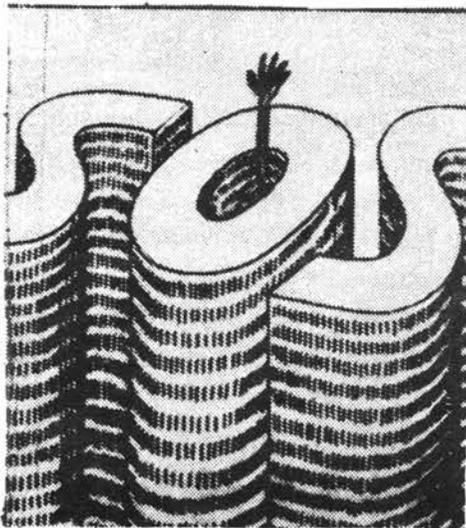
3. LES GROUPES GAUCHISTES

N'intervenant pratiquement pas dans les situations locales de quartier ou de campagne, ils ne représentent aucune force réelle.

Lorsqu'ils interviennent, c'est presque toujours de l'extérieur (parfois au nom de l'efficacité ou de la clandestinité). En réalité, ils n'interviennent pas à l'intérieur de situations concrètes, car ils ne luttent pas par rapport à des réalités concrètes et aux motivations larges du milieu.

Une exception, les groupes M.L. chinoïses qui, après des tentatives d'implantation à travers des actions spectaculaires (calquées sur celles de la Cause du Peuple/Gauche prolétarienne et de Vive la Révolution, à travers le Secours Rouge pour le premier, et le Front de Libération de la Jeunesse pour l'autre, mené en 71 et 72), s'orientent vers une pratique de type syndical (CNL, APF, etc.).

Quant au PSU, il s'est maintenant clairement intégré dans le camp réformiste à travers des structures comme le CLAD ou la ACDL.



4. LES ÉCOLOGISTES

Souvent en rupture avec le gauchisme (à cause du rejet, du sectarisme et de l'idéologisme de celui-ci), le courant écologiste se présente comme une alternative « scientifique » qui, de par ses connaissances, peut apporter des contre-projets viables qui restent apolitiques.

Ce courant qui, en restant sectoriel, risque soit la marginalisation, soit le réformisme, peut, s'il s'insère au sein des structures larges dans une lutte globale sur le territoire, se radicaliser et se politiser.

5. LES LUTTES

Face à ce développement de l'intervention capitaliste hors des entreprises, les luttes dans les quartiers se sont radicalement modifiées.

Alors qu'en 1945 elles s'axaient sur une volonté de pallier aux carences du pouvoir (manque de logements, etc.), elles se sont développées depuis 1968 dans une réaction aux contraintes qu'impose le réaménagement capitaliste du territoire.

Ce sont :

- les occupations de maisons vides,
- les luttes des maisons de jeunes et de la culture,
- les luttes pour l'amélioration ou pour la gratuité des transports,

journaux locaux

Parmi tous ces journaux, certains ont fermé boutique, d'autres sont apparus que nous ne connaissons pas encore... Nous nous excusons de ne pas être en mesure de les citer. D'autres enfin ne correspondent pas tout à fait à la conception que nous nous faisons d'un journal local... A vous de juger.

Si vous désirez l'adresse du journal local de votre région, écrivez à FRONT LIBERTAIRE (secteur quartier/centre information et libre expression) ; on vous répondra.



Albi	Tartempion
Alès	Le Clinton
Antibes	La Négavesque
Aromanches	La Vache Enragée
Bastia	Arriti
Beauvais	L'Indéracinable
Béthune	La voix des travailleurs
Caen	L'Echymose

TES ET ANIMATION LOCALES

- les contre-rénovations,
- les contre-exodes ruraux
- les luttes des travailleurs sociaux contre leurs fonctions d'encadrement et de contrôle de nouvelles situations urbaines.

De manière générale, nous pouvons constater que le point de départ d'un comité de quartier, ça peut être n'importe quoi. Le problème du comité étant de partir d'une lutte parcellaire, de permettre le regroupement d'une force sociale, homogène, pour résister aux contraintes imposées par le capitalisme.

L'existence d'un comité local implique :
- l'intervention par rapport à des motivations qui soient propres à la fois aux parti-

cipants du comité et à des couches sociales importantes ;

- l'intervention dirigée vers la couche prépondérante localement, l'action se traduisant par des réalisations concrètes et se démarquant clairement de la pratique du discours caractéristique du gauchisme ;

- La permanence des aspirations : c'est changer la vie, les rapports entre les gens (aussi bien au sein du comité qu'avec l'ensemble de la population), prendre ses affaires en mains.

Pour se maintenir, les comités doivent s'assurer à la fois d'une liaison réelle avec les couches prépondérantes de la population

et le secteur productif ; mais aussi, ne pas se limiter à un secteur.

Ce n'est pas par une surenchère revendicative que se caractérise l'orientation révolutionnaire d'un groupe large, mais par sa dynamique dans le sens de prendre ses affaires en mains, changer la vie.

Le combat de quartier peut et doit permettre une jonction avec le combat sur le lieu de travail, à travers des axes qui permettent le regroupement d'une force sociale homogène autour des travailleurs.

6. LES COMMUNISTES LIBERTAIRES

Ils se doivent aujourd'hui :

- d'intervenir dans les comités locaux, non pas en tant que fraction, mais en tant qu'individus (assumant donc leurs contradictions internes au niveau du comité de quartier) ;

Il est à noter que dans de nombreuses situations où il n'existe pas de grandes entreprises, la pratique au niveau de la localité de la région est un moyen privilégié de constituer une force sociale anti-capitaliste à partir des couches sociales populaires.

- lutter contre l'apolitisme qui a pu se développer dans les comités de quartiers en réaction au gauchisme, en particulier en développant des débats politiques au sein des groupes larges, pour qu'ils assument les luttes sur les fronts anti-institutionnels (femmes, anti-militaristes civils, etc.), à la fois pour permettre leur maturation politique et offrir un débouché social réel à ces luttes. Ceci en garantissant l'autonomie des structures spécifiques.

- amener à l'intervention des structures autonomes, au niveau d'échéances centrales afin de permettre leur apparition comme un pôle alternatif. Dans ce sens, nous allons favoriser toutes les formes, aussi diversifiées soient-elles, de coordination entre les différentes structures larges (régionalement ou verticalement) et ce également avec des structures du même type existant dans les lieux de production.

Il est à noter qu'à l'origine de ces groupes, on retrouve souvent des militants sur des bases révolutionnaires et libertaires (y compris l'ex-Cause du Peuple). Souvent aussi ce sont ces camarades qui permettent la permanence de groupes larges à travers les crises successives qu'ils peuvent connaître.

L'intervention des communistes libertaires dans le but de permettre la prise en charge d'un certain nombre de thèmes par les groupes locaux, ne peut plus être cantonnée au niveau local, mais se structurer au niveau national au travers de brochures, d'affiches, d'articles, etc. assumés par le secteur local du quartier.

L'organisation doit permettre en permanence l'information et la confrontation non seulement des militants de l'organisation, mais, à travers eux, des structures larges auxquelles ils participent.

expression libre

Châteauroux	Le Provisoire
Cherbourg	Quetton
Cherbourg	L'Envers de la Manche
Dire	Avinhen
Fougères	Dragon Rouge
Gap	Le Légume Humain
Genèves	Informations Contacts
Grenoble	Le Téméraire
Guéret	Lutte-Unité
La Baule	Gwenn Raun



La Rochelle	L'Anathème
La Rochelle	La Puce à l'oreille
Lilles	Le Clampin Libéré
Lilles	Le Cri du Nord
Limoges	Lu Lugar
Lormont	Braud Saint-Louis
Lyon	Informations rassemblées à Lyon
Lyon	Les Equevilles

Kerbost	Le Petit Rouge du Trégor
Nantes	La Pastille
Marseille	La Crie
Marseille	L'Arlequin
Marseille	Journal ouvrier des quartiers Nord
Meaux	Le Mêle-Doigts
Metz	Le Raudi
Montmeyer	La Bugada
Mulhouse	Klapperstei 68
Mulhouse	La Cigogne Plumée
Nancy	Le Téméraire
Nanterre	La Maison Peinte
Nantes	Ouest-Information APL
Nice	L'Estrassa Nova
Nîmes	Lou Garou
Nemours	Expression 77
Orléans	Anti-Intox
Orléans	La Commune
Oudin	La Gayette
Outreau	L'Hareng Saur
Paris 5ème	Le Cri du 5ème
Paris 12ème	Le 12 Amer
Paris 13ème	13ème en Lutte
Paris 13ème	Canard du 13ème
Paris 14ème	Vivre dans le 14ème
Paris 19ème	Place des Fêtes
Paris 19-20èmes	Gar e du Nord
Paris-Montmartre	Abbesse-Express
Perpignan	Truc
Perpignan	Le Cherche-Midi
Perpignan	Le Tambour Battant
Perpignan	La Falc
Poitiers	Le Cri du Peuple
Rennes	Le poing dans la gueule
Rennes	Vouloir vivre Breton
Rodez	Esclaine
Rodez	Le Nouveau Journal de l'Aveyron
Sainte-Savine	La Chair Salier
Saint-Etienne	La Fausse Commune
Saint-Chamond	Le Courammaud
Saint-Quentin	La Mélasse
Sarcelles	La Biscotte
Saint-Omer	Kanor
Saint-Omer	Brisons nos chaînes
Strasbourg	USS'M Follick
Strasbourg	Le Cri de la Vallée
Tours	Le Petit Rouge de Touraine
Tolosa	Rictus Occitan
Toulon	L'Estofagou
Tournai	L'Oreille
Verdun	Le Goujon
Valence	Petingou

iran (suite)

échange de bon procédés entre gens du métier, mais trouve ses racines dans la place économique de choix qu'a l'Iran dans les relations commerciales qu'entretient la France au Moyen-Orient :

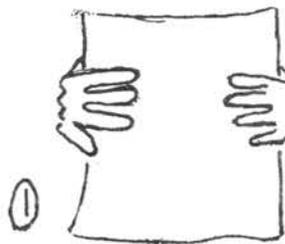
- accords pétroliers avantageux et sûrs,
- accords commerciaux moins mirobolants qu'il n'est dit, mais importants,
- centrales nucléaires,
- métro,
- Concorde,
- matériel militaire,
- usines de montage...

Dans un cadre plus global, la souplesse, voire la docilité du Chah lors des négociations de l'OPEP se doit d'être payée à son juste prix. De plus, le gendarme du Moyen-Orient qu'est l'Iran lui donne un poids politique important, à ne pas négliger dans les alliances politico-commerciales. Face à cela, un petit coup de main pour mater l'opposition à ce régime fasciste à l'étranger, fait même partie des procédés qui forment une harmonieuse entente. Savante division géographique du « travail » qu'est la gestion des États modernes, sans plus. Mais, pour conclure, parlons aussi de ce dans quoi s'inscrivent ces arrestations et expulsions dans la dynamique policière actuelle du pouvoir. Si les camarades iraniens sont soutenus fortement par une organisation capable de riposter avec ampleur, n'oublions pas les centaines d'expulsions (avouées par Ponia) - en réalité des milliers - d'étrangers, de travailleurs immigrés, qui ne peuvent pas toujours se défendre. D'où la collusion entre la France et leur pays d'origine lorsqu'il s'agit d'expulsions du même genre que celles des Iraniens) n'est pas ou peu dénoncée. A partir de ces affaires, c'est toute la réalité policière politico-économique intérieure et extérieure de la France qu'il faut dénoncer et combattre. C'est globalement qu'il faut affronter ce système qui, actuellement, ne peut fonctionner qu'ainsi d'ailleurs. C'est surtout, même s'il est vital de combattre pour la libération et le retour des étudiants expulsés, la tactique défensive du coup par coup qui doit être mise en question. Alors se posent les problèmes de l'analyse approfondie de la stratégie actuelle du pouvoir (opération sécurité, utilisation des mass média, etc.), de quelle riposte à son encontre. Ce n'est pas exactement le lieu de cet article pour le faire, mais il est important d'engager une réflexion cohérente et des actions face à cela ; nous nous devons d'y participer, juste conclusion (si elle était à faire), de ce que relatait cet article.

OCL Grenoble



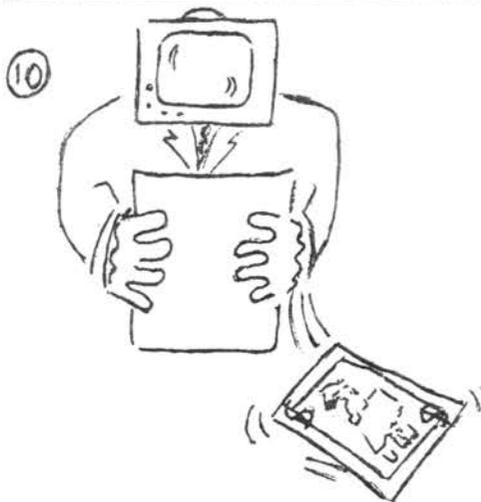
(Ce texte est tiré de deux communiqués du Conseil des Ministres (24 et 26 août) ; discours de M. Eanes à Porto et discours de M. Alegre Solie à la radio-télé portugaise, le 3 septembre).



« L'intention de ce gouvernement est de défendre avec intransigence la légalité démocratique en imposant à tous le respect de la loi. »



Dans le climat actuel de menace de l'équilibre social : - les occupations sauvages et illégales de maisons et de propriétés acquièrent un relief spécial...



La manipulation, la création de faux contextes, le grossissement de faits mineurs et la marginalisation de faits importants, tout cela doit disparaître des programmes télévisés.

Les règles du jeu seront, dans le futur, beaucoup plus claires et le gouvernement socialiste ne permettra pas les tricheries... »



Le pourcentage très élevé d'absentéisme, la baisse de la productivité, la situation déficitaire des entreprises publiques, entre autres, sont des plus graves et doivent être affrontées avec courage et réalisme, sous peine de ne pas pouvoir rehausser l'économie et de voir se créer une situation qui mette en péril la démocratie et les conquêtes des travailleurs.

ÉDITO « COMBATE » 1/10 au 14/10è

C'est l'ordre démocratique qu'on veut nous imposer. Mario SUARES attribue la faute de la crise économique aux travailleurs. Selon lui, la résolution de la crise repose sur une plus grande « fermeté » (sic), sur une plus forte répression. La militarisation dans les unités de production, soit par les gestionnaires (qui « ne pourront se démettre de leurs responsabilités »), soit par la bureaucratie « ouvrière » (délégués syndicaux, commissions de travailleurs bureaucratissés, etc.) va augmenter dans le but de diminuer les « temps morts » dans la production. Nous assistons à une série de mesures comme : le non-paiement des journées de grève, l'inflation contrôlée par la baisse des salaires réels, l'augmentation de l'horaire de travail, du chômage, toutes dans le but d'une meilleure productivité, c'est-à-dire pour accroître l'exploitation capitaliste.

Ce n'est pas notre objectif maintenant d'analyser la situation complexe actuelle. Nous nous proposons de poser une série de questions qui seront une base de discussion que nous tenterons de développer dans un prochain article :

- Si le dépassement de la crise par le gouvernement passe par l'augmentation de la productivité, comment justifie-t-on qu'il commence à intervenir en Alentejo ? Malgré la



Les forces armées ont retrouvé leur cohésion, elles sont opérationnelles et disciplinées, dans une ligne de commandement définie en accord avec la légitimité de la Révolution du 25 avril.

PORTUGAL



... ainsi que l'interférence avec la vie politique des autres pays.

chute générale de la production, les produits agricoles ont eu le taux de croissance suivant : 6,6 % en 73 - 13,1 % en 74 et 23 % en 75.

S'il existe à peine 1 200 000 ha de terres occupées par des unités collectives de production (pour un total de 1,5 millions d'hectares touchés par la loi des 50 000 points), pourquoi nos technocrates interviennent-ils dans 101 fermes qui ont moins de 50.000 points (occupées illégalement) ?

— Pourquoi M. Soares nous frappe-t-il tant, nous, travailleurs, alors qu'un des secteurs les plus conservateurs — la CIP — attribue une grande partie de la stagnation actuelle à l'inefficacité de l'appareil d'État ?

Voudrait-il effrayer les travailleurs avec le retour des patrons ou les patrons avec l'avancée de lutte des travailleurs ? Serait-ce que le gouvernement ignore que des centaines d'entreprises (actuellement en autogestion) fonctionnent au coût du travail de leurs ouvriers ?

— Le gouvernement dit « Non à l'État patron ». Nous, presque un million de travailleurs, demandons alors quel est le patron des entreprises étatisées (64 % de l'économie), outre les travailleurs qui dépendent des diverses tranches de la planification de l'État ? D'où partent les tentatives de relance économique actuelles ?

— La crise serait-elle seulement nationale ? Les mesures utilisées par les économistes

bourgeois occidentaux pour sortir de la grande crise de 29-32 ; l'intervention directe de l'État dans la vie économique, seraient-elles encore efficaces ?

— Serait-ce la préoccupation de ce gouvernement d'en finir avec le chômage quand, avec 700 000 chômeurs, il promet de ne pas intervenir dans les entreprises non rentables ?

— L'inflation croît de jour en jour... Les conquêtes que les travailleurs ont obtenues depuis le 25 avril, valent-elles aujourd'hui quelque chose ?

— Quel genre de démocratie existe-t-il dans les usines quand on « remplace (= licencie) des travailleurs, les plus actifs dans les luttes, au nom de la productivité, quand les réunions, et à plus forte raison les assemblées générales, ne sont pas autorisées et que le droit de grève est restreint ?

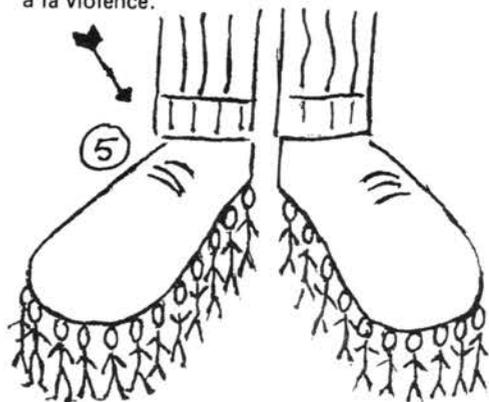
— Pourquoi une politique d'austérité est-elle nécessaire quand il y a 65 % des travailleurs qui ne gagnent pas plus de 6 000 escudos par mois (= 1.000 F) ? N'est-il pas vrai que l'austérité existe déjà pour la majorité des travailleurs ?

Cette situation de crise va s'approfondissant. Des milliers et des milliers de travailleurs n'ont d'autre hypothèse que d'entrer en lutte. La politique de Mario Soares n'intéresse pas les travailleurs. Intéresse-t-elle la bourgeoisie ?

* Mesure pour calculer la valorisation de la terre.



Les forces de sécurité, répondant à ce que la société exige d'elles, agissent fermement dans toutes les situations qui mettent en cause la protection des personnes et des biens publics et privés ; et si nécessaire, elles répondent par la force à la provocation et à la violence.



Le Conseil des Ministres est sûr que de telles mesures seront parfaitement comprises et activement appuyées par la grande majorité du peuple portugais.



Il en est de même pour le travail, la responsabilité, l'honnêteté, la conscience professionnelle, qui sont l'apanage des vrais démocrates, des vrais patriotes.

Il est juste de dire que le patriotisme n'est pas une figure de rhétorique, ni un mythe de passage, mais bien la force de notre futur.



ESPAGNE 36 :

Le texte qui suit est une approche d'une alternative à l'armée. Les Communistes libertaires se sont toujours battus contre toute armée, qu'on la baptise populaire ou rouge ; mais aussi, ils savent fort bien que la révolution ne se fera pas les mains nues ou les bras croisés. Parler des milices espagnoles, c'est montrer qu'il y a une alternative anti-capitaliste et anti-hiérarchique à l'armée. En cela, l'expérience espagnole nous est utile, mais il faut bien voir, aussi, le côté sombre, négatif, de ce qui s'est passé (sans parler de l'acceptation de la militarisation de la CNT traitée dans le texte). Il faut bien dire que la CNT *en tant qu'organisation*, n'est pour rien dans la constitution des milices, car c'est spontanément à la base, que les ouvriers, devant la nécessité, les créèrent, se servant aussi, évidemment, de la structure syndicale. Avant les journées de juillet 36, jamais l'appareil de la CNT ne s'était posé le problème d'un travail réellement anti-militariste, dirigé sur le contingent, ce qui aurait rendu possible, qui aurait du moins grandement entravé la rébellion fasciste. De même, l'appareil de la CNT ne s'était pas posé les problèmes inhérents à la prise du pouvoir politique par le prolétariat, organisé dans les structures propres, autonomes, enlisé qu'il était dans le vieil anarcho-syndicalisme apolitique et idéaliste.

PLUS QUE JAMAIS, ON PEUT RÉPÉTER : L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES.

MILICIENS OUI, SOLDATS JAMAIS !

« Après les journées de juillet 1936, il n'y avait plus d'armée, ni de corps de police et c'étaient les milices ouvrières qui défendaient la révolution à l'arrière comme au front. Là aussi la généralité se vit obligée de reconnaître les initiatives révolutionnaires en attendant des « jours meilleurs ». Le 21 juillet 1936, Companys créait par décret les milices ouvrières... ».

Le pouvoir était dans la rue, représenté par le peuple en armes.

A titre d'exemple : « Voici la composition initiale des milices anti-fascistes de Catalogne : CNT-FAI : 13.000 hommes – UGT : 2.000 hommes – POUM : 3.000 – Police et généralité : 200 ».

Comme on le voit, les organisations ouvrières représentaient l'écrasante majorité, et ce sont elles qui vont armer et contrôler les colonnes de miliciens. Companys le comprit très vite ; il savait qu'il ne pouvait faire de concessions ; « Mais il lui fallait un interlocuteur représentatif, valable, ayant de l'influence sur le peuple ».

Les partis de gauche en avaient peu. Les seuls qui avaient de l'influence auprès des masses étaient les anarchistes de la CNT-FAI.

C'est vers eux que Companys va se tourner. Garcia Oliver écrit : « Il nous reçut debout, visiblement ému, il nous serra la main (...). La cérémonie de présentation fut brève, chacun prit place, un fusil entre les jambes... ».

« Vous êtes aujourd'hui les maîtres de la ville et de la Catalogne, car vous seuls avez vaincu, et tout est en votre pouvoir. Si vous n'avez pas besoin de moi, si vous ne me voulez pas comme Président de la Catalogne, dites-le moi de suite et je ne serai qu'un soldat de plus dans la lutte contre le fascisme, etc. »!

En fait, si Companys fit venir la délégation CNT-FAI conduite par Garcia Oliver, Durruti, Santillan, etc., ce fut dans l'inten-



tion de former le Comité de Milices Anti-fascistes qui aurait pour but d'orienter toute la vie de la Catalogne.

La délégation de la CNT-FAI quitta la Généralité où elle était venue s'informer suite à la demande de Companys, et se rendit au Comité National.

La CNT devait consulter tous ses militants avant de se prononcer. C'est le 21 juillet 1936, à un plénum régional de fédérations locales que fut acceptée l'idée de collaboration démocratique au sein de l'organisme proposé par Luis Companys à la condition explicite que le Comité Central des Milices deviendrait le pouvoir véritable, assumant les directions politique, économique et militaire. Cela revenait en réalité à faire de la Généralité un organisme symbolique, dépourvu de toute autorité tangible.

Le Comité Central des Milices

Composition (de juillet à août 1936) :

P.S.U.C	1
POUM	1
FAI	2
CNT	3

UGT	3
Union des Rabassaires	1
Esquerra et Action Catalane et Républicaine	5
Total	16

Il apparaît d'après cette liste que la CNT-FAI, bien que représentant la grande majorité des masses, dans la réalité ne possède que le tiers des membres du Comité des Milices. Cela est dû au fait qu'ils ont voulu être les plus « démocratiques » possible, voulant que chacun des partis et organisations puissent être représentés.

Dès sa première réunion, le Comité Central des Milices décida d'envoyer une délégation à Saragosse pour connaître la position militaire des rebelles. « Il s'attribua immédiatement tous les pouvoirs et commença par publier des instructions que la population devait suivre pour maintenir l'ordre révolutionnaire ».

Le Comité, en s'appuyant sur les organismes révolutionnaires créés par les ouvriers, se fixa comme but de passer le plus vite possible à la normalisation de la vie, afin d'éviter l'épuisement de vivres, de munitions, de l'essence, etc. C'est dans cette même réunion qu'il fut décidé qu'une colonne de miliciens partirait pour l'Aragon avec, à sa tête, Buenaventura Durruti?

Que sont les milices ?

Dans tout mouvement dans lequel prend part ouvertement la partie la plus saine du peuple, surgissent inévitablement de nouvelles méthodes de lutte, en marge des organisations institutionnalisées par les lois de la société capitaliste. En Catalogne ont surgi naturellement les milices anti-fascistes et les patrouilles de contrôle comme organes indispensables de la défense de la révolution en marche. Les milices comme expression naturelle de la révolution, n'étaient rien de plus que les organes vitaux de la révolution et de sa défense.

« Les milices, avant la militarisation, étaient un facteur considérable de guerre qui donnèrent un grand essor à la révolution. Elles étaient constituées dans leur majorité par les éléments d'inspiration révolutionnaire, à base de volontaires qui faisaient front aux forces réactionnaires soulevées. Tant que ces milices existeront, le front révolutionnaire a toujours avancé. A partir du moment où l'on a imposé la militarisation, les fronts révolutionnaires stationnèrent, perdant ainsi un temps précieux... »

Les milices étaient constituées sur le plan militaire à base de « centuries » avec un ceinturion responsable devant la « Ce nturie » et élu responsablement, en assemblée générale de cette dernière. En plus, il y avait quatre responsables de groupes de 25 individus.

les milices ouvrières

Une ligne « Centuries » constituait une « Agrupacion »³, la réunion des « agrupaciones » constituait une colonne...

La valeur militaire de la milice venait du fait de la responsabilité librement acceptée de ceux qui, concrètement, combattaient pour un idéal...⁴. Tout partait de la milice pour y aboutir.

La militarisation

En août 1936 « L'Espagne Antifasciste » écrivait :

« Lors de la tentative de mobilisation militaire du gouvernement madrilène et de la Généralité, les rues de Barcelone ont été envahies par les recrues des classes 33,34,35 qui, n'ayant aucune confiance dans les officiers et s'estimant libérées de la vieille conception militaire de l'encasernement, refusent de se rendre à leur corps. Nombre de ces jeunes gens s'inscrivaient aux milices ; d'aucuns voulaient même partir tout de suite pour Saragosse. Pour exposer leur point de vue, ils organisèrent une vaste assemblée réunissant 10.000 d'entre eux, au cours de laquelle ils votèrent l'ordre du jour suivant : « Nous ne refusons pas de remplir notre devoir civique et révolutionnaire. Nous voulons aller libérer nos frères de Saragosse. Nous voulons être MILICIENS DE LA LIBERTÉ, NON DES SOLDATS SOUS L'UNIFORME. L'armée s'est avérée un danger pour le peuple, seules les milices populaires protègent les libertés publiques. MILICIENS, OUI ! mais SOLDATS, JAMAIS !

José Peirats écrit dans « La C.N.T. et la Révolution Espagnole » : « Il nous est impossible de défendre l'existence ni de comprendre la nécessité d'une armée régulière et obligatoire, en uniforme. Cette armée doit être constituée par des milices populaires, par le peuple en armes, unique garantie que la liberté sera défendue avec enthousiasme et qu'il ne se trouvera pas dans l'ombre de nouvelles conspirations ».

Lors d'un plénum de la FAI il était dit : « Le Plénum (...) accepte le fait accompli des milices populaires comme une nécessité inéluctable de la guerre civile en cours. Le plénum se déclare opposé à la militarisation des milices, mais reconnaît la nécessité d'une organisation dans l'action indispensable dans toutes les guerres ».

Le 6 août, le Comité des Milices affirmait : « Le Comité central des Milices antifascistes de Catalogne a décidé que les soldats des années 1934-35-36 rentreront immédiatement dans leurs quartiers et se mettront à la disposition des milices constituées sous la juridiction du Comité Central ».

La formation du gouvernement Caballero, au début de septembre 1936, et l'influence des communistes, furent le signal d'une tentative énergique pour créer une machine militaire contrôlée par le gouvernement.

Pour certains « leaders » anarchistes, comme Garcia Oliver, la phase des milices était déjà dépassée au milieu d'août. Au cours d'une réunion à Barcelone, il déclara : « L'armée du peuple, née des milices, doit s'organiser sur la base d'une nouvelle conception... Nous sommes pour l'organisation d'une école militaire révolutionnaire avec laquelle nous formerons les cadres techniques, non pas calqués sur les vieilles traditions, mais en tant qu'« exemples techniques » ; ces cadres suivront dans les grandes lignes les enseignements des officiers instructeurs qui ont donné des preuves de fidélité au peuple et au prolétariat ». Cipriano Mera⁵ quant à lui déclara à « Solidaridad Obrera » du 23 mars 1937 : « Nous devons faire la guerre comme elle nous est imposée par une armée régulière, dotée de tous les moyens modernes de combat. Il n'y a pas d'autre voie pour oublier toute différence entre ceux qui luttent. A mes côtés, je ne veux voir que des combattants. Dans ma division, je ne veux pas savoir qui est de la CNT, qui est de l'UGT, d'un parti républicain ou d'un parti marxiste. La situation l'exige et j'imposerai dorénavant une discipline de fer... A partir d'aujourd'hui, je n'adresserai plus la parole qu'aux capitaines et aux sergents ».

Les milices et le Comité Central des milices subissaient des attaques incessantes de la part des staliniens et des partis réformistes qui étaient pour la création de l'armée populaire et pour le rétablissement d'un gouvernement démocratique. Et c'est le 10 octobre 1936 qu'est créée, par décret, l'armée populaire et que les milices sont militarisées.



Pourtant, lorsque la militarisation sera totale, les colonnes confédérales et anarchistes seront les plus hostiles à ces mesures et se trouveront ainsi opposées aux comités supérieurs de la CNT-FAI qui optèrent pour la militarisation générale des milices, aidés en cela par les ministres anarchistes du gouvernement Largo Caballero. A partir de décembre 1936, les colonnes de miliciens refusant la militarisation ne sont plus approvisionnées en armes, et un décret du 31 du même mois établit que la paye des combattants ne sera distribuée qu'aux bataillons de l'armée populaire.

Il est regrettable que le délégué de la Colonne de Fer ne fût pas écouté quand il déclara à une réunion de la CNT en novembre 1936 :

« Il existe des camarades qui pensent que la militarisation résoudra tout, et nous disons qu'elle ne résout rien. Face aux caporaux, sergents et officiers sortis des académies, totalement inutiles pour les problèmes de la guerre, nous présentons notre propre organisation, nous n'acceptons pas la structure militaire... Toute notre action ne doit pas tendre à renforcer l'État, mais au contraire nous devons le détruire petit à petit, nous devons rendre complètement inutile le gouvernement. Nous n'acceptons rien qui aille à l'encontre de nos conceptions de l'anarchisme qui doit devenir une réalité car on ne peut prêcher une chose et faire le contraire ».

Le 21 mars 1937, au cours d'une assemblée générale de ses membres, la Colonne de Fer accepta de se militariser et devint la 83ème Brigade de l'armée régulière. Ce fut la dernière colonne de miliciens à se plier au leurre militariste.

Qu'il était loin ce tract du 23 juillet 36 qui disait :

« Peuple ouvrier, organise-toi en milice. Ne cède ni les armes, ni les munitions. Resserre tes liens avec ton syndicat. Ta vie et ta liberté sont entre tes mains ».

« LA RÉVOLUTION COMMENÇA LE 18 JUILLET 1936 ET SE TERMINA EN MAI 1937, LA PHASE SUIVANTE ÉTAIT LA GUERRE D'ESPAGNE ».

O.C.L. Arles

1. Luis Companys : Président de la Généralité de Catalogne. Rendu par Pétain à Franco il fut fusillé.

2. Un prochain article sera consacré à la Colonne Durruti.

3. « Agrupacion » : groupement.

4. Ce témoignage nous a été transmis lors d'une correspondance privée par le Camarade Cervero Eduardo qui fut membre de la Colonne Durruti, responsable d'une Centurie et plus tard membre du « Groupe des Amis de Durruti ». Nous tenons ici à l'en remercier.

5. Cipriano Mera : après la militarisation des milices, il devint général.

BIBLIOGRAPHIE :

Carlos Semprun Maura : *Révolution et contre-révolution en Catalogne*.

A.D. Prudhommeaux : *Catalogne Libertaire 36-37*.

Abel Paz : *Durruti et le peuple en armes*.

Diego Abad de Santillan : *Porque perdimos la guerra*.

Vernon Richards : *Enseignements de la Révolution espagnole*.

INSOUMISSION :

INTRODUCTION

Après bientôt trois mois d'intervention, nous sommes amenés à tirer un certain bilan et à émettre certaines critiques, fruit de cette expérience.

• En ce qui concerne l'action du 4.12.76

« Le Comité de soutien à Cabaret de Pithiviers et le collectif d'Orléans avaient décidé, en accord avec Christian, de faire une intervention à Pithiviers le 4.12.76, au cours de laquelle Christian, présent, comptait se faire arrêter.

En fait, les participants (une cinquantaine) se retrouvèrent sous une pluie diluvienne dans une sous-préfecture quasi-désertique, même un jour de marché.

Les quelques tracts et banderoles eurent semble-t-il bien peu d'écho. Et ce ne sont que les habitants bien à l'abri qui regardèrent passer un maigre défilé dont les deux banderoles disaient : LIBÉREZ LES INSOUMIS - SUPPRESSION DE LA JUSTICE MILITAIRE (TPFA).

Les slogans, non repris par tous, essaient de pallier au froid et à l'engourdissement général : A bas l'armée de guerre civile, Libérez les insoumis, A bas toutes les armées, L'armée ça tue, ça pollue et ça rend con ! ».

Plusieurs interventions de Christian Cabaret expliquant sa lutte et son insoumission furent faites et troublèrent la douce quiétude de cette bourgade de province, bercée par les flon-flons d'une sono passant des marches militaires et de la musique dite de variété.

Point de maréchaussée à l'horizon, et pourtant nous passâmes non loin du commissariat. Les képis se font rares, alors que Christian comptait se faire arrêter. Mais cela aurait sans doute fait trop de bruit, trop de discussions, trop de publicité à Christian.

Mais après cette action, le problème du contenu de cette intervention se pose. Et là aussi il faut en faire un bilan. Les promenades hygiéniques sous la pluie ne font guère avancer les choses (de plus, ça mouille). Faudrait que nous songions à autre chose, mais ça, un certain nombre de camarades ne semblent pas en être conscients.

LEÇONS DE LA CAMPAGNE DE SOUTIEN A Ch. CABARET

1. Quel soutien aux insoumis ?

Dès le départ, toute campagne de soutien à un insoumis pose un problème fondamental. Quel soutien et comment concevoir celui-ci ? De fait, il existe deux sortes de soutien : politique et/ou moral ce qui, suivant le choix fait, entraîne deux campagnes totalement différentes.

Le soutien moral (nécessaire il va de soi) repose en fait sur l'idée très simple qu'il faut faire le plus large front possible contre la répression, être le plus nombreux possible, d'où l'insistance sur les motifs

humanitaires. Il entraîne très vite une série de carences, de confusions. La lutte de l'insoumis (exprimée parfois par une lettre ou un texte publiés dans la presse ou diffusés) est vite noyée dans des généralités, et souvent vidée de sa substance, surtout si elle est un tant soit peu radicale. Il ne faut pas effrayer la masse humaniste qui pourrait participer au combat. De concession en concession, le combat de l'insoumis passe derrière des notions de plus en plus vagues. Alors surgissent souvent les images et les concepts désormais usuels que l'on évite (ou que l'on ne peut) expliciter : la paix (quelle paix ?), la non-violence (quel contenu ? pourquoi ? quelle forme ?), non aux ventes d'armes (sans aller plus loin), du fric pour l'éducation (laquelle ? celle actuelle qui n'est que l'antichambre de l'armée et de l'usine ?), etc. Donc, très vite, on quitte la réalité concrète et le combat réel pour une mixture à base d'humanisme, de pacifisme bêlant, et de non-violence gadget. Le soutien moral est plus que nécessaire, mais il doit être dépassé en un soutien politique, basé sur la lutte de l'insoumis, et non sombrer dans le moralisme humaniste.

Le soutien politique est avant tout dirigé contre l'armée, créature du capitalisme. Il n'a rien à voir avec des préoccupations humanitaires, idéalistes. Il est partie de l'antimilitarisme révolutionnaire (qui ne privilégie aucune lutte et soutient aussi bien les soldats en lutte dans les casernes, les insoumis, que les objecteurs insoumis à l'ONF). Il part avant tout d'une analyse du rôle de l'armée dans la société et prend en compte les motivations du camarade insoumis, surtout si celui-ci est en rupture avec l'ordre du kapital. Il ne saurait faire passer les préoccupations des camarades en lutte, derrière un soutien moral, vague et confus.

Qu'en est-il dans les faits ? Christian Cabaret a rédigé un texte expliquant son insoumission (cf. « Front Libertaire » n° 56, « Liaisons » n° 1, « Espoir » n° 745), qui a été diffusé à Orléans, Pithiviers, et à la presse d'extrême-gauche et parallèle. Deux orientations sont apparues ; à Pithiviers, le comité s'est constitué sur des bases larges et plus ou moins floues ; à Orléans, au contraire, le collectif de soutien s'est formé sur une plate-forme, et en tenant compte du paragraphe 3 de la lettre (motivant l'insoumission). Mais dans les deux cas (à des degrés divers), c'est surtout le soutien politique qui a prévalu, ce qui a eu des répercussions flagrantes quant au passage de l'info au niveau national et à la participation des gauchistes à la campagne de soutien.

2. Les gauchistes, la presse et la lutte de Christian CABARET

a) Les organisations orléanaises face au collectif.

Le problème ne s'est pas posé en fait que pour le collectif orléanais (Pithiviers,

petite ville provinciale, ignorant le phénomène des sectes gauchistes).

L'O.C.L. à l'initiative du collectif orléanais a donc fait parvenir l'info à tous les groupes qui avaient une présence sur Orléans, c'est-à-dire LCR, Lutte Ouvrière, PSU, Mouvement pour une Alternative non-violente, CDA, Union Pacifiste, Coordination Anarchiste (devenue depuis Org. Combat Anarchiste), CNTE, Fédération Anarchiste.

Les réactions (ou l'absence de réactions) sont suffisamment explicites en elles-mêmes pour que nous évitions de nous appesantir : — silence total du MAN, du PSU, de la LCR, de Lutte Ouvrière, de la FA, du CDA. L'information ne semble même pas avoir été faite aux « militants de base », ce qui nous laisse songeurs sur leur démocratie interne. — les autres groupes se contentant d'envoyer un ou deux individus, sauf OCA.

Le collectif dans sa plate-forme notait : « Les adhésions au collectif se font individuellement en accord avec la lettre.

« Regroupement d'individus, il ne saurait être un quelconque cartel d'organisations gauchistes et/ou humanistes qui, pour la circonstance, délègueraient un des leurs comme observateur et/ou noyadeur ».

Là est en fait l'explication de l'absence des gauchistes, car leur participation au collectif aurait entraîné une rupture avec leur tactique habituelle, et cela ils ne le peuvent pas. Mais par contre, les adhésions des inorganisés ont été facilitées et multiples.

Par ailleurs, la lettre de Christian, récusant l'objection de conscience, a été sans erreur possible à l'origine de l'absence des militants du MAN et autres non-violents qui, actuellement, privilégient l'objection.

Bref, les choses sont claires en ce qui concerne la situation sur Orléans.

b) La presse d'extrême-gauche et parallèle, les groupes et Christian.

Les choses sont, là également, très claires. La lettre ou des extraits ont été envoyés à plus de vingt journaux ou revues, à plus de dix groupes, organisations ou comités de soutien. Le résultat est assez lamentable : seuls trois journaux ont passé la lettre intégralement (Front Libertaire, CAP, Espoir) ; un quatrième, publiant in-extenso le tract du collectif (« Lutte antimilitariste » n° 33). Certains autres ont tronçonné le texte en gardant l'essentiel, c'est-à-dire les motifs de l'insoumission (cf. « Le Réfractaire »), mais d'autres (cf. Charlie-Hebdo, Ecole Emancipée), en présentant une image caricaturale de Christian, l'ont transformé en l'occasion, en un pacifiste bêlant.

En fait, la quasi-totalité de cette presse ne se distingue guère du journalisme baveux (le mercantilisme en moins), recherchant le sensationnel, le spectaculaire, c'est-à-dire attendant l'arrestation, puis le procès. (Libération est de ceux-là, et il a fallu une lettre d'enguelade pour que l'info passe...).

ORLEANS, un bilan.

Pour un certain nombre d'individus, cette première phase de la campagne de soutien a donc servi de révélateur sur la grande misère de la presse dite d'extrême-gauche ou marginale.

Autre déception du côté des groupes anti-militaristes et des comités de soutien. Des échanges ont eu lieu, bien sûr, mais les actions concrètes ont été décevantes, mais cela a été révélateur de la faiblesse de l'antimilitarisme civil organisé. Au procès de Philippe Guyen, le 16 novembre 1976, au TPF Metz, Christian n'a vu qu'une quinzaine de personnes et aucun insoumis. Les comités de soutien sombrent souvent dans un pacifisme et une non-violence (rarement cette notion est explicitée), qui n'ont rien à voir avec l'antimilitarisme révolutionnaire. Les CDA ont souvent une existence précaire quand ce n'est pas fantôme, et ne sont généralement que les structures d'accueil de la LCR. Il semble que la situation ne soit pas meilleure quant aux CLO, CAM, etc. Contrairement aux déclarations et articles tonitruants publiés dans la presse, nous sommes très perplexes sur l'existence d'un réel mou-

vement antimilitariste civil organisé en France.

3. Perspectives

Actuellement, dans les rares structures civiles existant réellement, nous assistons à une parcellisation des tâches, à une répartition du soutien. Certains ne participent qu'au soutien aux insoumis, d'autres ne jurent que par l'objection de conscience, alors que d'autres ne reconnaissent que la lutte dans les casernes (cf. Front Libertaire n° 52, article « Insoumission ou lutte de classe »).

A cet état de fait, et dans l'état actuel de notre intervention antimilitariste, nous opposons le paragraphe 6 de la plate-forme du collectif de soutien à C. Cabaret (Orléans) :

« Le collectif ne privilégie aucune lutte contre l'armée, que ce soit celle des objecteurs insoumis à l'ONF, des déserteurs, des soldats en lutte dans leur caserne, des insoumis. Mais les individus à l'origine de ce collectif considèrent que l'insoumission est

dans le contexte actuel, la lutte la plus radicale contre l'institution militaire ».

A cela nous pouvons apporter cependant une réserve : l'insoumission est la lutte la plus radicale, ce qui ne signifie nullement qu'elle est la plus efficace.

Il est urgent que toute personne se sentant impliquée par le combat antimilitariste révolutionnaire réfléchisse aux structures nécessaires, et entame rapidement une lutte totale (et non parcellaire) contre l'armée. Nous ne pensons pas qu'il faille créer de toutes pièces une nouvelle structure (le grotesque et le fiasco de la tentative du MACA en 1973 ont été suffisamment concluants). Ce n'est que l'analyse de l'armée en 76, du mouvement antimilitariste, de la critique des limites des structures existantes, (CDA, CAM, CLO, ICI, Comité de soutien...) que pourra naître un mouvement antimilitariste révolutionnaire civil.

Cela exige dès à présent le dépassement et l'élargissement de l'intervention des embryons de structures en place (des comités de soutien notamment : cf. Orléans).

28-29.11.76

GCL Orléans (OCL)

Toulouse

UN COMITÉ DE SOUTIEN AUX LUTTES DES SOLDATS, OBJECTEURS ET INSOUIMIS vient de se constituer à Toulouse.

Son objectif :

— soutenir les luttes des soldats, objecteurs et insoumis, en priorité au niveau régional, de façon UNITAIRE, PERMANENTE, et en respectant avec intransigeance l'autonomie de décision, d'action et d'organisation de ceux qui luttent déjà. En plus, ce soutien ne peut se concevoir que s'il renforce leur capacité d'autonomie, et ne la remet pas en question.

— rassembler tous ceux qui, à titre individuel ou collectif, militants syndicalistes, sections syndicales, anciens soldats, organisations anti-militaristes civiles, avocats, médecins, membres du MAJ, etc., ne tolèrent pas le black-out général de la presse et des mass média sur les luttes qui gênent, d'autant que la répression ne les a pas étouffées, au contraire, même si elles sont moins spectaculaires. Il s'agit donc ici d'un appel large pour rassembler encore plus de gens qu'il n'y en a aujourd'hui.

Dans ce sens :

Le Comité n'est pas une nouvelle organisation anti-militariste avec une ligne politique élaborée et précise, mais un rassemblement large avec les objectifs généraux indiqués ci-dessus.

Son activité :

Le but principal du Comité est aujourd'hui de développer une information qui manque cruellement ; il est prêt à devenir

un centre d'information le plus ample possible.

Nous mettons en place le bulletin : « *Leur armée nous intéresse* ». Nous ouvrons nos colonnes à toute information de luttes, nous ouvrons une « Tribune libre » aux camarades et organisations qui veulent exprimer une opinion politique ou développer une information particulière en rapport avec la lutte menée.

CORRESPONDANCE : B.P. (provisoire) : C.L.O. BP 3063 — 31025 Toulouse Cédex (mentionner : Comité de soutien aux luttes des soldats, objecteurs...).

**LIBERONS
TOUS LES
INSOUIMIS !**



Arras

COMITÉ DE LUTTE D'OBJECTEURS

ARRAS

9, rue de la Mairie — Quéant
62163 Inchy-en-Artois

Communiqué

Les cinq membres du C.L.O. (Comité de Lutte d'Objecteurs) d'Arras viennent d'être inculpés d'injures envers l'armée à la suite d'une distribution de tracts à l'entrée du Lycée Robespierre, le 12 octobre 1976.

Le procès a lieu le lundi 3 janvier à 14 heures au tribunal correctionnel d'Arras. Nous joignons le tract en question, lequel a déjà été distribué par d'autres groupes.

Les points sur lesquels nous sommes inculpés ne sont nullement des injures mais des faits comme nous le montrerons au cours du procès.

En espérant que vous pourrez inclure rapidement ce communiqué,

Comité de lutte
d'Objecteurs d'Arras

le PS: à la conquête des patrons



On pouvait pas laisser passer ça ! Hé hé. Le 12.10.76, le canard patronal l'*Expansion* organisait un super forum entre les « gentils principaux chefs du PS » (Attali, Mauroy, Cot, Delors, Rocard, Mitterrand) et 450 « gentils PDG » (dont ceux de Pechiney, Ugine Kulman, Paribas, Lainière de Roubaix, Dassault, etc... j'en passe et des plus exploi-

teurs ! ...). Y a un plumitif qu'a dit que c'était le « toumant du septennat ». Tu parles d'une rigolade. Ça fait quand même un moment qu'on sait que des patrons peuvent jouer la carte de l'union de la gauche pour assurer la survie du capitalisme. Le capital a plus d'un tour dans son sac et toujours plusieurs fers au feu pour continuer à exercer sa domination sur les travailleurs.

Avant d'en causer, on a attendu de connaître précisément les déclarations des différents chefaillons du P.S. Y a vraiment des choses succulentes. Il s'agit peut-être de rassurer les patrons. Faut pas qu'une voix manque dans l'urne. On veut bien. Mais la lumière social-démocrate jette un jour toujours intéressant sur sa façon de gérer les affaires du pays, comme ils disent. Ecoute ça !

L'AUTOGESTION

« L'autogestion consiste à faire une action autour d'un maître mot : décentralisation ». (...) « le pouvoir dont nous disposons, nous en abuserons, nous aussi ; si nous n'organisons pas les contre-pouvoirs par la décentralisation ». (Mitterrand)

Ça c'est le coup du père François. Pour lui, l'autogestion ça serait un mécanisme de décentralisation des décisions, un vague garde-fou contre les technocrates du pouvoir central. Eh François, on a déjà eu à subir ton « exercice » du pouvoir, à partir de 1955 quand t'étais ministre de l'intérieur puis ministre de la justice ! Il était alors question d'aller défendre l'impérialisme français en Algérie. A l'époque, tu disais : « Je n'admets pas de négociation avec les ennemis de la patrie, la seule négociation c'est la guerre ! » Guerre de classes mon pote ! Alors aujourd'hui, avec ton mécanisme de balancement et contre balancement des pouvoirs !... on se marre ! Un autre qui nous a fait bien rigoler c'est Delors, l'ex-chabaniste du contrat de progrès, qui aujourd'hui s'occupe au P.S. des problèmes sociaux et des économies étrangères : « L'autogestion respecte les différents niveaux de décisions et le fait que en dernier ressort, la décision appartient à celui qui dirige et qui est responsable. Il n'est pas question de diluer cette responsabilité, élément fondamental de la direction d'un ensemble, dans je ne sais quel régime d'assemblée ». Si un lecteur s'attendait à ce qu'on lui parle dans ce forum, de la démocratie des conseils, qu'il écrive au journal : il a gagné un abonnement gratuit ! Les patrons doivent être rassurés sur ce point, la hiérarchie de décision sera respectée. Ouf, on a eu peur, d'avoir à prendre les décisions à la base. On aurait eu l'air malin sans chef et sans patron !

A PROPOS DU TRAVAIL

Tiens, d'ailleurs, c'est clair ; regarde ce qu'ils disent à propos du travail. Toujours Delors : « Pour nous le travail reste une véritable valeur » et Rocard d'ajouter : « la fuite devant le travail industriel commence à prendre des dimensions redoutables. L'économie italienne a été gravement atteinte par l'absentéisme, le refus de coopération dans l'entreprise. Aux Etats-Unis, des générations entières ont cherché refuge dans une vie communautaire, parfois dans le mode de vie hippie, la drogue ou la violence civile ». Et l'innétable Rocard, en arriviste confirmé explique aux patrons : « Quelquefois, je trouve le monde patronal français un peu ingrat. Si la France a réalisé ces 20 dernières années de belles performances industrielles, c'est dans une large mesure en raison du

comportement de la classe ouvrière française dans le travail. Une telle attitude n'est probablement pas indépendante de la forte espérance politique de transformation que la classe ouvrière porte en elle. Cet espoir soulage au moins un peu la condition du salarié, et maintient dans le champ civique un débat qui si il le quittait pourrait aller jusqu'à la violence civile. Ne l'oubliez pas ». (...) « On ne gouverne aucune société développée sans le consensus du travail et de l'argent ». Y voit juste ce mec là. En clair si on doit se sacrifier et en chier au boulot, y vaut mieux qu'on ait confiance dans celui qui va nous le demander ! En clair, on se fait baiser par la gauche qui fait mieux passer la pilule. La droite c'est la réaction. La gauche c'est la trahison quoi !

LUTTES DES TRAVAILLEURS

Côté luttes des travailleurs, y sont pas mal non plus.

— *A propos des grèves* : « Alors faut-il craindre en cas de victoire de la gauche, des grèves systématiques avec occupations d'usines ? Je ne relève aucune prévision de ce genre dans ce que disent aujourd'hui la CGT, la CFDT, FO et la FEN. L'arme de la grève est constitutionnelle. Il faut en user avec sagesse et donc avec force. Et il m'arrive de penser que ce capital de lutte est quelquefois dilapidé ». (Mitterrand). Alors il a raison ce principal de lycée de province qui disait dernièrement aux enseignants qui venaient lui annoncer qu'ils se mettaient en grève « profitez-en, vous verrez si vous pourrez faire grève comme ça à tout bout de champ quand la gauche sera au pouvoir ! ».

— *Sur les occupations d'entreprises* : « Sur le plan moral, je comprends un certain nombre d'occupations d'usines dès lors que le patronat s'est révélé, dans certains cas, incapable de remplir sa propre mission. Mais sur le plan de la gestion de l'État et de la gestion de notre société, l'occupation d'usines ou la partie de l'encadrement n'est jamais acceptable » (Mitterrand). Autrement dit, quand tu seras l'État, François, t'enverras les flics et gendarmes pour nous sortir des boîtes occupées. On s'en souviendra !

Le mot de la fin, on le laisse à Mitterrand, grand séducteur des tenants du pouvoir patronal : s'agit-il de refuser l'esprit d'entreprise, les lois du marché, la naissance et le développement du profit ? Non ».

Quel programme !

Alors, comme ton patron t'adhères au P.S. ?